

ments et le moral des militaires ne comptent pas. Au fond, d'après le député, le débat n'a pas sa raison d'être. C'est comme l'assurance-maladie; nous adopterons cette mesure pour nous faire valoir et jeter de la poudre aux yeux du peuple.

• (9.10 p.m.)

Je dis donc au ministre, d'abord, que cela ne fait pas réaliser d'économies au pays et, ensuite, que cela démoralise l'armée. Il dira peut-être, comme le maréchal en chef de l'Air Miller, qu'il ne peut prédire si, oui ou non, les recrues seront moins nombreuses. Mais je ne puis croire qu'un homme se joindra à un service, croyant qu'il servira en mer, pour devenir un pousse-caillou dans la jungle. Le ministre nie maintenant être incapable de recruter suffisamment de candidats pour l'aviation et la marine. Je dis que le ministre est un raté.

Nous rédigeons une page d'histoire ce soir; en effet, lorsque le gouvernement actuel siégeait de ce côté-ci de la Chambre—et je pense que mon siège est celui-là même qu'occupait le ministre—on a attaqué la politique de notre gouvernement en matière de défense et nous avons été défaits. A l'époque, le député de Medicine-Hat et d'autres membres de son parti, qui était bien plus fort alors, ont voté pour le gouvernement et ont rejeté le gouvernement conservateur à cause de sa politique en matière de défense.

Si jamais le parti libéral et le gouvernement libéral ont atteint le comble du désordre, c'est au sujet de la politique de défense. Je signale au gouvernement qu'il agit ce soir comme il l'a toujours fait. Quand je revois l'histoire de ce parti dans le domaine des affaires militaires, j'aimerais lui mettre un albatros autour du cou. Je veux parler du scandale de Hong-kong. C'est la semaine avant Noël que le gouvernement libéral y avait envoyé nos troupes mal équipées. J'aimerais que le ministre visite un hôpital de Calgary. Il y verrait des épaves humaines qui s'y trouvent par suite de la décision de ces grands spécialistes de la défense, le ministre des Transports, le ministre de la Défense nationale et le premier ministre, tous des libéraux. Voilà l'albatros que je voudrais leur mettre autour du cou quand ils traitent des questions de défense. Mes propos peuvent sembler un peu durs, mais je dis la vérité et la vérité blesse profondément.

Le député de Medicine Hat dit que nous devrions cesser de débattre cette question. Pourtant, je suis encore convaincu qu'en collaboration avec nos voisins, nous pouvons assurer la paix et la sécurité mais, comme feu le président Kennedy le disait, nous ne pouvons négocier si nous sommes dans une mau-

vaise position. On ne peut jamais négocier dans la crainte, mais on ne doit jamais craindre de négocier. Une armée faible nous ferait négocier avec les autres nations dans la crainte. Si nous nous permettons de nous affaiblir, les communistes auront tôt fait de nous écraser. Ce n'est pas une façon d'obtenir la paix. La politique d'apaisement a fait échec dans le passé et nous savons ce que la liberté y a perdu.

J'aimerais clore sur ces mots de Winston Churchill alors qu'il parlait de la défense et des affaires mondiales, lors d'une fête organisée à l'occasion de l'anniversaire de Harry Truman. A cette époque, le monde occidental craignait les communistes, tout comme il craint maintenant la Chine. Écoutons ce qu'on disait alors. Je ne me souviens pas de ses paroles exactes, mais Winston Churchill avait déclaré que les Nations Unies, qu'il souhaitait voir devenir le centre majestueux de la sécurité du monde, n'étaient devenues qu'une simple arène où les vieux pays et les puissantes nations se lançaient des reproches et des récriminations en prévision de ce qui semblerait une troisième guerre mondiale. Il dit alors que la Russie redoutait notre amitié autant que notre hostilité. Il proposa ensuite une solution. Voilà pourquoi, avait-il dit, il avait foi en la puissance et croyait qu'en collaborant entre nous, nous pourrions sauver le monde. D'après lui, si le rideau de fer était levé pour permettre à des millions d'hommes au cœur généreux, dans les deux camps, de fraterniser en toute liberté, les 14 hommes du Kremlin qui dirigent des millions d'hommes de bonne volonté perdraient vite leur emprise, de sorte que nous pourrions jouir de la paix et de la sécurité.

J'adresse ces paroles au ministre, car j'estime qu'en réalisant l'unification de nos forces au mépris de l'opinion de nos spécialistes militaires et des experts du monde entier—nulle part ailleurs un pareil projet n'est mis à l'essai en dépit d'une si vive opposition—nous faisons échec aux tentatives du Canada pour maintenir la paix et la sécurité dans une alliance avec le monde occidental.

Je lance un seul appel au ministre et je crois qu'il en vaut la peine: qu'il réexamine sa prise de position sur l'unification. Le premier ministre a déclaré à Calgary qu'il faudrait attendre quelques années avant de mettre l'unification à exécution. Il a dit avoir entendu la déclaration du sous-ministre. S'il incombe au premier ministre non seulement de gouverner le pays, mais de travailler au salut et à la sécurité du monde, il me semble que le ministre de la Défense nationale devrait cesser de se montrer arrogant et retirer l'unification de son projet de loi.